

La Philosophie de Ferdinand Buisson (1841-1932) Conférence du 20 février 2017

par

Clément Stora

Abstract

L'histoire de la pensée politique, est dominée par une question centrale : comment éviter la discorde et la guerre civile, considérée comme le plus grand des maux, et comment établir la concorde et la paix civile au sein d'une communauté ?

Comment trouver un « principe symphonique » capable d'instaurer une convergence, de rassembler des individus qui ne se ressemblent pas, et parfois même se détestent ?

Le principe de Laïcité en écartant "le ciel" de la politique répond-il à la question du sens ?

Peut-on faire société sans religion ? Faut-il une religion pour la République ? Une religion de l'humanité, une religion universelle ? Peut-on parler d'une « foi laïque » ?

Telle est la question qui traverse l'œuvre de Ferdinand Buisson. L'examen des réponses qu'il propose permet-il de mieux affronter et de réfuter des discours, qui aujourd'hui, l'accusent d'être un « concept vide » qui « désenchante » le monde ?

Nous sommes en guerre, pas seulement contre des ennemis qui s'attaquent physiquement à des hommes pour les supprimer, mais engagés dans un combat idéologique contre ceux qui veulent s'emparer des consciences par l'endoctrinement, l'intimidation, la conversion forcée. C'est en termes d'offensive et de défensive qu'il convient de penser la situation actuelle. Une communauté est « soudée » par des idées ou des principes qui définissent son identité. Dans un monde qui déstabilise les identités sociales, culturelles, religieuses, politiques, l'identité de notre république n'est pas à l'abri. Elle est menacée. En ces temps de « déliaison », de repli et de crispation identitaire individuelle ou collective, il est urgent de réinterroger les conditions de possibilité du lien social en général et les réponses de notre République que des siècles de lutte et de réflexion ont permis d'élaborer.

L'ignorance, l'oubli, des principes qui ont fondé notre République, la mauvaise foi mise au service d'intérêts démagogiques et clientélistes, offrent une « âme désarmée » incapable de se défendre et sont responsables pour une grande part du délabrement dont nous sommes les témoins.

Nous étions habitués à voir inscrit sur les frontons de nos écoles ou de nos mairies la devise, le triptyque républicain et à considérer comme définitivement acquis le principe de laïcité, le principe d'une double émancipation : celle de l'émancipation impérative du politique vis-à-vis de toute tutelle religieuse et celle de l'émancipation du religieux vis-à-vis de l'État, par la séparation des églises et de l'Etat, ce que résume parfaitement la formule de V. Hugo : « L'Etat chez lui, l'Eglise chez elle ».

Mais les mutations de la société française liées à la présence massive de communautés marquées par une architecture mentale

étrangère voire rebelle à cet imaginaire collectif hérité des Lumières, nous font prendre conscience de l'urgente nécessité de refonder en raison ce qui pour nous, humanistes, était devenu une évidence et d'appeler à un réarmement intellectuel et moral pour lutter contre tous ceux qui s'emploient à discréditer les principes constitutifs de notre République.

Une bataille des idées est ainsi engagée ; une dévalorisation idéologique conduite par certains qui se recommandent du courant des « Anti Lumières » accompagne et encourage toutes les formes d'intimidations concrètes qui tendent à produire une « contre-société » destinée à transformer selon une formule consacrée, le droit à la différence en différence des droits. Ainsi se développe une société fissurée, fracturée, éclatée, dans laquelle s'installe la discorde et la haine mettant gravement en danger l'idéal de concorde qui s'exprime dans le troisième principe du triptyque républicain : la fraternité.

Ainsi, « revient à la mode » une critique bien connue : Le rationalisme et ses dérivés, le positivisme et le scientisme, n'apaise pas « la soif de spiritualité » qui fait partie des besoins fondamentaux de l'homme. Écoutons Karim Akouche, poète, romancier algérien né en Kabylie et vit au Québec. Il écrivait le 11 janvier 2016 : « L'islamiste a repéré les failles des démocraties occidentales. Il sait qu'il est un bourreau, mais il joue à la victime. S'il brandit le spectre de l'islamophobie, c'est pour culpabiliser le démocrate et le pousser à céder du terrain où il sèmera ses graines. L'islamiste gagne chaque jour des batailles contre l'Occident. Il a réussi à restreindre la liberté de pensée, à séparer les femmes des hommes dans certaines piscines, à « halaliser » les menus scolaires et même les rations militaires, à fragiliser la laïcité, à ouvrir des mosquées dans les universités, à gagner des procès contre des États, à verrouiller plusieurs institutions internationales... L'islamiste a deviné le gouffre spirituel dans lequel est plongé l'Occident. Il compte le combler. Il sait que le capitalisme sauvage

crée des solitudes et que celles-ci tuent dans les villes. Il a trouvé un remède au stress et à l'ennui : son prosélytisme dynamique et le mirage de sa fraternité. »

Pour gagner la bataille idéologique dans laquelle nous sommes engagés qui préserve d'une défaite politique, nous avons à notre disposition un argumentaire mis en place par tous ces penseurs et hommes politiques qui ont eu à affronter conservatismes réactionnaires, obscurantismes et fanatismes pour émanciper les peuples de toutes les forces qui les tenaient en tutelle. Car c'est une scène qui s'est déjà jouée. La contre révolution islamiste rejoue la scène de la contrerévolution catholique qui a politisé la religion, avec pour adversaire l'humanisme de la Renaissance et des Lumières.

La lutte contre ceux qui ne rêvent que d'asservir les consciences n'est pas nouvelle il faut donc réarmer les esprits et ***la philosophie de F. Buisson, contemporaine des grands mouvements politiques et sociaux du 19ième siècle et du premier quart du 20ième siècle, offre des ressources étonnantes, d'une extrême modernité, dans lesquelles nous devons puiser pour penser notre temps et agir sur lui.***

Un adversaire avisé, le chanoine Louis Capéran, auteur s'un ouvrage intitulé : L'invasion laïque, lui rend ainsi hommage après sa mort en 1935 :

« Aucun personnage de la troisième République n'a plus travaillé que *Buisson*, plus longtemps, plus persévéramment, plus exclusivement à l'œuvre de laïcisation : ni Gambetta, ni Ferry, et Goblet, ni Clémenceau ou Jaurès, ni Ranc et Brisson, vigilants gardiens de l'orthodoxie anticléricale, ni Léon Bourgeois, ni Waldeck Rousseau, ni Combes, ni Briand ».

Ferdinand Buisson (1841-1932).

Il est reconnu comme étant l'inventeur du terme de « laïcité » et son premier théoricien.

Pour Fernand Braudel, « il a fabriqué l'école laïque sous la III^e République. Homme politique et « libre-penseur » proche de Jules Ferry.

1862, F. Buisson entreprend une thèse sur Sébastien Castellion, protestant, humaniste et pédagogue du XVI^e siècle en qui il voit l'initiateur du protestantisme libéral.

De 1866 à 1870, figure historique du protestantisme libéral, il s'exile volontairement en Suisse sous le Second Empire, car il refuse de prêter serment au nouveau pouvoir ; il est professeur à l'Académie de Neuchâtel

Décembre 1870, dès l'instauration de la Troisième République, il rentre en France et participe activement aux initiatives politiques et sociales de la municipalité du 17^e arrondissement. Il prend la direction de l'orphelinat municipal du 17^e arrondissement, premier orphelinat laïque, qui deviendra plus tard l'orphelinat de la Seine.

En 1878 et 1879, Inspecteur général de l'enseignement primaire, professeur de Science de l'éducation.

1878 Auteur de nombreux livres, notamment du Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire, considéré comme la « bible » de l'école laïque et républicaine, la « cathédrale de l'école primaire » selon P. Nora. La première édition est publiée par Hachette entre 1882 et 1887. Une nouvelle édition paraît en 1911
De 1879 à 1896, il est appelé par Jules Ferry, successeur de Jules Simon, à la direction de l'Enseignement primaire

1902, Président de l'Association nationale des libres penseurs de France.

1902-1906. Il est le cofondateur et président de la Ligue des droits de l'homme et président de la Ligue de l'enseignement.

. En 1905, il est le président de la commission parlementaire qui rédige le texte de la loi de séparation des Églises et de l'État, et acteur de premier plan de l'expropriation des églises et de l'expulsion des congrégations religieuses

Député de la Seine de 1902 à 1914, puis de 1919 à 1924, il est en particulier un ardent défenseur de l'enseignement professionnel obligatoire et du droit de vote des femmes.

Prix Nobel de la paix en 1927.

I. La Laïcité : un principe d'émancipation. L'émancipation : une aspiration universelle.

Pour Ferdinand Buisson, 1883, premier théoricien de la laïcité, celle-ci « s'enracine dans un processus historique où les diverses fonctions de la vie publique se sont séparées et affranchies de la tutelle de l'Église ». Comme le soulignait F. Buisson, il ne s'agit pas du partage de certaines fonctions attribuées à l'État et d'autres attribuées à l'Église. Le concept de laïcité a été formé pour désigner et construire un espace public sécularisé et décléricalisé mettant fin à une alliance historique entre l'Etat et l'Église permettant une vie politique émancipée de toute tutelle.

Est laïque, un espace une institution, un esprit qui est indépendant de toute confession religieuse, certes, définition du Robert, mais plus largement qui refuse à toute option spirituelle, idéologie ou doctrine, y compris celle de l'athéisme, de quelques-uns, la possibilité, la prétention à régenter les pensées et les volontés de tous. (Orthodoxie et orthopraxie). Ce qui est de certains, de quelques-uns ne peut s'imposer à tous ni être à la charge de tous.

La séparation des Eglises et de l'Etat est donc une conséquence nécessaire pour que le politique conquiert son autonomie. Rappelons rapidement que c'est le 22 août 1795, le 5 fructidor de l'an III, que la séparation de l'Église et de l'État est proclamée pour la première fois et qui décide de ne salarier aucun culte. La Constitution de l'an III affirme déjà : « nul ne peut être forcé de contribuer aux dépenses d'un culte. La République n'en salarie aucun » Et le 3 Avril 1871, ce sera la Commune qui proclamera pour la deuxième fois la Séparation : « Considérant que le clergé est complice de la restauration et de la royauté contre la République, la Commune sépare les Églises de l'État » Enfin c'est le 9 décembre 1905 que ce principe est inscrit dans la loi.

II. Un principe de coexistence et d'union des libertés. Un principe symphonique.

En ce sens il paraît insuffisant de la définir comme un art du « vivre ensemble, » car comme le fait justement J.J. Rousseau, « il y a mille manières de rassembler les hommes, il n'y en a qu'une de les unir. » Là est peut-être l'essentiel, unir, c'est à dire, instituer, constituer un peuple, un « Laos », une population indivise dont l'unité procède d'une volonté commune de créer une parenté issue de la prise de distance, de la séparation d'avec sa tradition. Ce n'est pas pourrait-on dire un peuple « naturel », mais un peuple « institué ». Un « Laos » qui n'est ni un « ethnos », ni un « démos » ; mais une organisation politique d'une société qui permette aux hommes à la fois de vivre librement leurs options spirituelles, et de promouvoir ce qui est commun à tous par-delà les différences. Donc un principe d'unité et de concorde qui rend effectives les exigences universelles de liberté et d'égalité. L'histoire et le présent montrent que la plupart des sociétés traditionnelles n'ont pas su et ne savent pas réaliser la conciliation entre la diversité et l'unité. Soit qu'elles ont imposé l'unité par le biais d'une religion hégémonique convertie en instrument de domination politique et de soumission idéologique, soit qu'elles ont eu tendance, lorsque cette unification ne pouvait s'imposer, à se

fragmenter en communautés juxtaposées, mutuellement conflictuelles.

III. La crise de la conscience européenne et la fin des catéchismes et des « arrières-mondes ».

Un lien politique peut-il exister sans le principe unificateur d'une religion ?

L'optimisme des Lumières incarné par les Philosophes appelé siècle des Lumières ou siècle des philosophes considérait que le temps de « l'aliénation religieuse » était révolu, que les individus et les peuples « étaient rendus à eux- même », qu'ils étaient sortis de la minorité et en train d'accéder à la majorité c'est à dire à l'autonomie. Que « l'Eunomia », la bonne loi qui nous délivre de « l'anomie », qui ne devait pas être une « hétéronomia », une « Théonomia » mais une « démonomie » indicateur du passage du peuple à la majorité. Du coup se précise l'idée que la religion n'est qu'une étape, un moment, un âge de l'histoire de l'humanité destiné à être dépassé ; qu'elle n'est pas naturelle mais historique, idée que vont développer de nombreuses théories de la fin du 19ème siècle : Auguste Comte et sa théorie des trois âges de l'humanité : théologique, métaphysique et positif. Marx, pour qui la religion, « opium pour le peuple », une « superstructure idéologique », « esprit d'un monde sans esprit, » « des fleurs imaginaires » qui ornent les chaînes réelles », est l'expression d'hommes exploités, réduits à l'état de producteurs de leur existence et de reproducteurs de petits prolétaires, bref « d'une humanité qui ne s'est pas encore trouvée » ou « qui s'est déjà perdue ».

Nietzsche qui proclame la mort de Dieu, Freud qui s'interroge sur « l'avenir d'une illusion ».

IV. La fin des catéchismes est-ce nécessairement la fin du religieux ?

A . L'indépassable aspiration religieuse.

La philosophie de F. Buisson tranche avec cet unanimisme. Et si la religion loin d'être une superstructure, était une structure anthropologique qui loin d'être l'expression d'un humain inaccompli et impuissant constituait un besoin fondamental de l'homme ? Un « droit naturel » ? N'est-ce pas pour avoir voulu nier cette réalité que les Révolutions de 1793 et de 1848 ont échoué pour laisser la place à des Empires autoritaires ? Car si la liberté religieuse est une liberté fondamentale, l'effort pour la supprimer ne serait qu'un vain refoulement qui nous condamnerait toujours au retour du refoulé. Peut-on mettre à l'écart du politico-juridique une Église conservatrice voire réactionnaire qui détenait le pouvoir spirituel et un formidable pouvoir d'opinion et de conscience, sans le remplacer par un principe unificateur, qu'on pourrait appeler une « religion éclairée » ? En ce sens, F. Buisson ne désavouerait pas l'idée selon laquelle, pour les Anti lumières représentées par Joseph de Maistre, il n'y a pas de lien social ou politique sans lien religieux. La critique de l'Église catholique ne doit pas conduire à abandonner toute religion, mais celle des prêtres et des clergés qui ont oublié les valeurs évangéliques de liberté, égalité, fraternité ; les mêmes que ceux qui ont condamné Jésus à mort ; un Jésus par essence révolutionnaire. La Révolution, et avec elle, l'avènement de la République, est conçue non comme une « œuvre satanique » incarnant la « pure impureté » pour les contre-révolutionnaires représentés par Joseph de Maistre, mais comme une œuvre de régénération religieuse, une œuvre de guérison, une révolution au sens de retour aux origines, un vrai christianisme « qui ne sera plus infectée par le trafic du prêtre et par l'haleine de l'imposture ». (Claude de St Martin.) La Révolution n'aurait été que matérielle et aurait laissé sans réponse toutes les interrogations que l'homme porte sur lui-même, sur la société, sur le monde, sur le Sens ; elle a abandonné toutes les cérémonies religieuses, baptêmes, circoncisions, mariages, enterrements, qui correspondent à des donations de sens, qui ritualisent, rassemblent et qui apaisent. ? Pourtant, de la symbolique

républicaine (reprise de la symbolique révolutionnaire sous la III^e République : Marseillaise, 14 juillet, Panthéon... culte des « grands hommes » ...) aux tentatives de symbolisations rituelles libre-penseuses (baptêmes civils, communions laïques, ...) on voit bien qu'il était impératif de symboliser et de ritualiser le mouvement émancipateur.

Ce n'est pas la religion qui serait condamnable, mais une religion dévoyée par le dogmatisme, le sectarisme. Avec E. Quinet, adversaire intransigeant du cléricalisme catholique, il considère que l'Église était devenue « la pierre qui enferme l'esprit du christianisme dans le sépulcre ».

Mais peut-on faire société sans religion ? Il convient de rappeler l'ambivalence du terme « religion », laquelle établit un double lien : transcendant avec Dieu qui s'exprime par la piété définie comme la justice à l'égard des Dieux, (religere) et social(religare) entre les hommes. De l'antiquité jusqu'au VIII^e siècle il y a aussi une pérennité des liens établis entre politique et religion. L'« inter », ne s'est toujours réalisé que par le « trans », qui « transforme un tas en un tout » pour reprendre une expression de Régis Debray.

Rousseau faisait justement remarquer que « Sitôt que les hommes vivent en société il leur faut une religion qui les y maintienne. Jamais peuple n'a subsisté ni ne subsistera sans religion et si on ne lui en donnait point ; de lui-même il s'en ferait une ou serait bientôt détruit... Dans tout État qui peut exiger de ses membres le sacrifice de leur vie, celui qui ne croit point de vie à venir est nécessairement un lâche ou un fou ; mais on ne sait que trop à quel point l'espoir de la vie à venir peut engager un fanatique à mépriser celle-ci. Otez ses visions à ce fanatique et donnez-lui ce même espoir pour prix de la vertu vous en ferez un vrai citoyen. »

« Toutes ces religions nationales, dotées d'un Dieu de la nation, ont pour caractéristique de serrer très fortement le nœud social. Elles

rendent les peuples très agressifs, mais aussi très attachés à la patrie qui est « l'objet de leur adoration » (CS, IV, 8).

Voilà pourquoi F. Buisson rêve d'une Alliance religieuse universelle catholiques, protestants, juifs, athées matérialistes, car pour s'établir ou se rétablir, la République a besoin de construire sa propre religion. Il l'appelle la Laïcité. On retrouvera la même préoccupation dans la naissance et le développement de la Franc-Maçonnerie. Il y a certes dans l'architecture mentale de toute religion la recherche d'une fraternité. Cette aspiration F. Buisson ne la rejette pas, mais il rejette le dogmatisme de chacune d'elle et la clôture séparatiste génératrice de violence qu'elle entraîne. Loin d'être irréligieuse, la République chercherait une religion nouvelle, la religion de l'avenir, capable de réaliser la fraternité universelle. Une religion qui doit se passer de tout dogme, qu'il soit scientifique, positiviste, matérialiste ou athée, y compris le credo antireligieux.

B. L'essence du religieux, un idéal moral.

Dans une brochure publiée en 1864, il affirme qu'une vraie société religieuse ne doit pas être « une société savante et professante », mais qu'elle se constitue « pour combattre et détruire le mal dans l'homme, pour nous rendre justes, sincères, humbles, bienfaisants, charitables. » L'union des hommes par leur transformation leur élévation, telle est l'essence d'une religion, avant tout un idéal moral.

« L'âme humaine n'a pas besoin de prêtres pour s'éprendre de l'idéal, pour adorer le beau, le bien, le vrai, le juste », déclarait Ferdinand Buisson, inspecteur général, puis directeur de l'enseignement primaire en 1878 et 1879. »

On se souvient de l'intervention retentissante du président de la République Nicolas Sarkozy au Latran du 20 déc. 2007 aux antipodes de l'idéal laïque devenu, rappelons-le, un principe constitutionnel : article 2 du Préambule de la Constitution du 4 Octobre 1958, « La

France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale ».

: « [...] Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur, même s'il est important qu'il s'en approche, parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance. [...] »

Le fondement de toute morale étant dans la conscience de chacun, considérée comme sacrée, la loi Ferry du 28 mars 1882 remplace l'instruction morale et religieuse, par l'instruction morale et civique dans une logique de découverte et non pas d'inculcation dogmatique. Rien n'est plus faux donc que de penser la laïcité comme une machine de guerre contre la religion. L'idée selon laquelle la République est areligieuse est une idée fautive ; la séparation des Églises et de l'État que Buisson défend ne doit pas être confondue avec la séparation du religieux et du politique. L'itinéraire de Ferdinand Buisson, du protestantisme au socialisme et à la République, illustre au contraire que, si l'anticléricalisme a bien cherché à retirer à l'Église catholique tout rôle politique, il s'est doublé de l'ambition d'instaurer une religion de l'humanité. Dans cette foi régénérée, non seulement l'homme tient la première place, mais l'on trouve également une théorie de l'avenir comme de la nature. Par cette religiosité de la raison, ce mysticisme rationaliste, il ne s'agit pas de lutter contre les aspirations religieuses de l'âme humaine mais de les orienter vers une révolution morale, qui met la révolution matérielle au service de la morale. Car la religion est naturelle, donc universelle, ce qui conduit à récuser les religions et en particulier les religions révélées ; c'est un sentiment inscrit dans la nature de tout homme ; un besoin éternel de l'âme humaine. On est proche de la notion de religion civile chez Rousseau : « Je voudrais qu'on eût dans chaque État un Code moral, ou une espèce de profession de foi civile, qui contînt positivement les maximes sociales que chacun serait tenu d'admettre, et négativement les maximes

fanatiques qu'on serait tenu de rejeter, non comme impies, mais comme séditieuses. Ainsi toute religion qui pourrait s'accorder avec le Code serait admise ; toute religion qui ne s'y accorderait pas serait proscrite ; et chacun serait libre de n'en avoir point d'autre que le Code même ».

C. La laïcité point d'aboutissement et dépassement du Christianisme.
 La défense de la laïcité est donc la défense de la vraie religion. La subtilité consiste à montrer que la laïcité est en puissance dans le christianisme, qu'elle est son point d'aboutissement. C'est à Sébastien Castellion, qui en 1540 va voir Calvin à Strasbourg, et qui choisira la conception libérale du protestantisme et non l'orthodoxie dogmatique, à qui il consacre sa thèse, qu'il publie 28 ans après, à 50 ans, qui considère que la liberté de conscience est dans le christianisme des origines, le christianisme primitif, le christ des Évangiles, et que la politique a dévoyé le message originel. Donc que la défense de la laïcité est la défense de la vraie religion.

La liberté de conscience qui définit l'attitude religieuse authentique suppose et exige la République. Lettre du 10 juillet 1869 à Victor Hugo dans laquelle il présente le projet d'une religion qui serait une vaste Franc-maçonnerie au grand jour pour laquelle le sens moral est le véritable sens religieux. De Castellion, il retient que l'acte religieux est essentiellement un acte moral ; Dieu ne se révèle pas par le prêtre comme l'affirme l'Église catholique non plus que par le livre, comme l'affirme la Réforme, « mais par la conscience morale ».

Certains perçoivent comme le concept d'une religion laïque de remplacement, alors que, pour Buisson, il y va de ce qui est la seule chose à retenir du religieux, la conscience morale.

D. On peut donc parler d'une « spiritualité » laïque.

Pourquoi laisser les religions confisquer la spiritualité ? Toutes les spiritualités ne sont pas religieuses ; la spiritualité est un genre, les religions des espèces. Les préoccupations spirituelles se distinguent des préoccupations matérielles en tant qu'elles ne visent pas à satisfaire des besoins organiques matériels relatifs à la réalisation d'un bien-être mais à satisfaire des besoins psychiques supérieurs : l'absolu, l'infini le sens de la vie, de la mort, les questions de l'origine, la question des fins, de l'eschatologie, le rapport au temps et à l'éternité.

A côté des figures de la rationalité qui définit l'essence de l'homme, raison théorique, raison instrumentale, raison pratique, raison critique, il existe en l'homme une aspiration au dépassement, à un au-delà de soi, que certains ont appelé non pas une transcendance, mais une « transascendance ». Pour le philosophe J. Wahl, elle signifie la transcendance de l'existant par rapport à lui-même, dans le mouvement par lequel il se projette en avant de lui-même vers l'avenir. » L'homme fait l'expérience d'un mouvement infini ou indéfini vers un plus d'être, une expérience de « l'inexhaustibilité » de l'être, et à titre supérieur, une expérience de dépassement et de débordement. Lorsque un résistant fait le sacrifice de sa vie, c'est parce que la défense de la liberté est plus sacrée que sa vie, quelque chose au-dessus de lui-même, qui le dépasse et qui le fonde en même temps.

Écoutons ce que disait Fichte à propos de la France : « Il n'y a de salut pour nous qu'en imitant ce que les français ont fait de bien : ils n'ont pas fait qu'instaurer une communauté d'intérêt, mais ils ont instauré au-dessus des égoïsmes individuels définitivement brisés, une communauté spirituelle orientée vers une mission spirituelle universelle : l'avènement du règne de la liberté dans l'humanité toute entière »

V. L'École vecteur de la nouvelle religion.

F. Buisson n'a de cesse de souligner l'importance stratégique de l'école au cœur du régime républicain. S'inspirant des « Cinq mémoires sur l'instruction publique (1790-1791) de Condorcet, il voulait changer la société par l'École ; dans une démocratie républicaine, société doit ressembler à l'école car sa mission est de former des citoyens aptes à juger par leur seule « lumière naturelle ». **Dans une démocratie libérale, c'est l'école qui doit ressembler à la société et être ainsi ouverte aux pressions idéologiques, aux pressions du marché etc.**L'École de la République doit donc être entendue comme un **génitif objectif, c'est elle qui va construire la République ; elle va « instituer » d'où la notion d'instituteur, l'homme et le citoyen dans l'enfant.** Elle va en faire un « élève » celui qui va s'élever, prendre de la hauteur donc de la distance par rapport à ses appartenances singulières ; qui accèdera à ce que Kant appelle « la pensée élargie » et accèdera à l'exercice de la raison critique. L'école a en charge d'opérer « ce miracle de l'engendrement » par lequel l'enfant dépouillé de toutes ses attaches pré-républicaines, en excluant toute tradition qu'elle soit communautaire, sociologique religieuse ou familiale qu'il a reçu avant son entrée dans l'école républicaine.

S'inaugure dès lors une figure radicalement nouvelle de l'autorité. Le « magister », le maître, n'est pas le « dominus » qui asservit et qui diminue, c'est celui qui émancipe, qui augmente, « auctor » quelqu'un, qui « l'élève », qui ne le soumet pas, qui ne le met pas sous un joug, qui ne le subjugué pas, qui n'inculque pas, qui n'endoctrine pas, mais qui vise à en faire un sujet libre, un « auteur », du latin « auctor ». Rappelons ce que disait F. Buisson au congrès du parti radical en 1903 : *« pour faire un républicain, il faut donner à l'être humain l'idée qu'il faut penser par lui-même, qu'il ne doit ni foi ni obéissance à personne, que c'est à lui de chercher la vérité et non pas de la recevoir toute faite d'un maître, d'un directeur, d'un chef, quel qu'il soit, temporel ou spirituel ».*

L'école doit être capable de concurrencer les religions et les traditions. Pour Ferdinand Buisson, la laïcité est, « un principe de tolérance certes, mais plus encore de philosophie positive, c'est aussi une religion ». La laïcité devient même « la religion de toutes les religions, de toutes les confessions, la religion universelle. » Le projet consiste alors » à forger une religion qui soit non seulement plus religieuse que le catholicisme dominant, mais qui ait davantage de force et de séduction, de persuasion que lui. » Pour arriver à imposer cette nouvelle religion, l'école joue un rôle stratégique et politique. Il convient de « s'appuyer sur la jeunesse pour changer les mentalités ». Cette foi nouvelle, c'est la croyance en une laïcité de combat, qu'il érige finalement en véritable religion dont l'église serait, l'école, et les apôtres, les professeurs. La vision de, l'école, comme, d'une « nouvelle église » visant la transformation, progressiste » de la société.

C'est une nouvelle naissance, une transsubstantiation par l'école, une nouvelle église, avec son nouveau clergé, sa nouvelle liturgie, ses tables de la loi. Tout se passe comme si elle devait prendre la place dogmatique et idéologique de la religion chrétienne. C'est pourquoi la République, issue de la Révolution, « nouvelle Genèse du monde », doit prendre en charge la spiritualité des enfants afin de ne pas laisser à l'Église catholique le monopole de la spiritualité et de la formation des âmes. L'école constitue en effet une « république préservée » des conservatismes, une « République pure, » une « République hors du temps au sein de la République réelle ».

Cependant l'affirmation univoque d'une laïcité conçue comme « la religion républicaine », comme une « religion civile », pose la question de savoir comment statuer sur la place des « autres religions » dans la République. Peut-on promouvoir une religion, si républicaine soit elle, sans un certain prosélytisme, et in fine, sans une tentation d'imposer à tous sa vision du monde ? N'y a-t-il pas dans cette vision du monde, un danger totalitaire intrinsèque à toutes les religions monothéistes fondées sur un prosélytisme, une vision théologico-

politique du monde et une conviction absolue, messianique, de ses
propres révélations ?
Il se trouve qu'aujourd'hui cette interrogation critique justifiée, est
utilisée et dévoyée pour faire le procès de la laïcité et pour mieux la
délégitimer en l'accusant d'être une « laïcité identitaire ».

Pour le cercle F. Buisson le 20/ 02 /2017

Clément STORA

In :

Conférence du 20 février 2017 – La Philosophie de
Ferdinand- ...

cercleferdinandbuisson.fr › [conference-du-20-fevrier-2...](#)

oooooooooooooooooooo